

De la Fronde au Gilets Jaunes...



COLLECTIF CITOYEN DE MIONS
7-9 allée du Château, 69780 MIONS

La Fronde est une révolte initiée par le Parlement de Paris et poursuivie par une grande partie de la noblesse entre l'été 1648 et l'été 1653, du temps de la minorité du futur Louis XIV et de la régence de sa mère Anne d'Autriche assistée du cardinal de MAZARIN. On distingue habituellement donc deux Frondes : la Fronde parlementaire de 1648 à 1649 et la Fronde nobiliaire de 1649 à 1653. C'est la première qui nous intéresse ici car cet épisode reste tout à fait d'actualité de nos jours. C'est en effet la première fois dans notre histoire que les puissances d'argent prennent conscience de leur importance et font irruption sur la scène politique en revendiquant de participer à la gestion politique du pays. Nous retrouverons la même problématique en 1789 et nous sommes encore aujourd'hui confrontés à cette exigence des puissances de l'argent.

Pour des raisons d'impécuniosité chronique (il fallait financer la guerre de trente ans puis la guerre contre l'Espagne), la monarchie avait pris l'habitude de vendre (cher) les offices permettant l'accès au Parlement. Bien évidemment, ce furent les riches bourgeois possesseurs de l'argent qui achetèrent ces charges. Le parlement de Paris se retrouva assez rapidement aux mains d'une oligarchie financière. Cette institution, chambre de justice et d'enregistrement au départ, se découvrit ainsi une vocation politique.

A la mort de Louis XIII en 1643, son fils Louis Dieudonné a 5 ans. Un conseil de régence est donc mis en place avec à sa tête son épouse Anne d'Autriche assistée du cardinal de Mazarin mis en place par Richelieu. Le 18 juin 1648, le Parlement de Paris entre en révolte contre le pouvoir royal, au départ en refusant d'enregistrer les impôts exigés par la régence. Puis très vite, c'est la contestation franche de l'autorité royale qui est mise en cause. Les parlementaires édictent un texte en 27 articles s'attribuant l'essentiel du pouvoir, en particulier exigeant le vote des impôts et la gestion financière du royaume. Comme en 1789, le peuple parisien est appelé à la rescousse. ON lui promet une baisse de la fiscalité et c'est l'émeute : barricades, violences diverses, etc....Du coup, Mazarin, Anne d'Autriche et le petit Louis s'enfuient nuitamment de Paris pour St Germain et recourent à Condé pour assiéger Paris et l'affamer. Nous passerons les différentes péripéties, mais finalement Paris capitule après négociation avec le Parlement qui réussit à faire passer l'essentiel de sa réforme. Seule l'abolition des lettres de cachet ne sera pas acceptée. C'est la paix de Rueil. Cela ne durera qu'un an avant que Mazarin ne reprenne la main et fasse annuler le tout.

La Fronde va alors prendre une autre dimension, la noblesse voulant sa part du gâteau. Elle échouera finalement elle aussi, en grande partie par manque d'un projet politique

pour le royaume, chaque grand seigneur (Condé, Conti, Gaston d'Orléans, La Rochefoucauld, le cardinal De Retz ...) n'ayant en vue que ses avantages en termes de terres et de prébendes et donc s'alliant avec la monarchie ou les frondeurs selon les circonstances et ce qu'on pouvait leur offrir.

In fine, c'est donc Mazarin qui va gagner et trouver une parade aux revendications des puissances de l'argent. Cette solution sera l'absolutisme royal. C'est lui qui va mettre en selle son filleul Louis XIV et mettre en place ce régime de royauté absolue qui perdurera jusqu'à Louis XVI. N'ayons pas peur des mots : cette solution s'appelle une dictature. A partir de 1787, on va se retrouver confrontés à une situation identique : sur fond de crise financière, les parlements de province (Grenoble, Rennes , Toulouse) et celui de Paris (les mêmes qu'en 1648, ou plus exactement leurs successeurs car les charges étaient héréditaires) vont se rebeller contre l'autorité royale et démarrer la Grande Révolution. L'argent montrera son vrai visage dès 1791 avec la tentative de museler le peuple (lois Le Chapelier...). Le contre feu sera de même nature que celui mis en œuvre par Mazarin : la Terreur a été le remède appliqué de Danton à Robespierre. Cette nouvelle dictature va échouer à son tour après avoir consommé tous ses acteurs.

Au XX^e siècle, l'histoire va encore bégayer. L'argent, c'est-à-dire le capitalisme, sera à la fois créateur de richesse (c'est le crédo de la droite) mais va aussi générer de la misère pour les classes populaires, d'où d'autres révolutions. La plus importante sera la révolution russe de 1917, avec la même réponse : la dictature (du prolétariat ?). Le constat d'échec reste le même. Il en va tout autant pour les dictatures nazi et fasciste survenant sur un fond de crises sociales majeures. La leçon de l'histoire est donc que, face à l'arrogance de l'argent et ses effets délétères, la solution d'un « pouvoir fort » est un leurre.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une financiarisation de l'économie avec , en contrepoint un chômage de masse , une fragilisation de la société, des banlieues abandonnées à une économie sous terrain et délictueuse... Il faut peut-être comprendre la montée du front national comme la même réponse que précédemment, à savoir une dictature, contraignante mais sécurisante. Ce ne peut être une solution.

Les économistes savent peut-être traiter l'économie réelle, mais, à l'évidence, ne maîtrisent pas l'économie financière. L'économie planifiée à la soviétique a montré son impuissance jusqu'à l'effondrement de 1991. La crise financière de 2007 a amplement démontré les carences de l'économique et du politique dans un régime libéral. Le pouvoir reste toujours assez démuni devant l'argent et nous avons peu progressé depuis Mazarin. Il nous faut donc inventer autre chose. Le Conseil National de la Résistance, en son temps, avait apporté une réponse adaptée, suivie des 30 glorieuses. Mais les temps ont changé et la mondialisation ne permet plus de trouver une voie nationale. Les idées sont à mettre sur la table